

**DP02625222V0172**

Date de dépôt : 05/12/2022

Demandeur : **SCI MARGIER** – Mme DE PAULI Michèle

Pour : Pose de panneaux photovoltaïques

**Adresse terrain : 40 Avenue Pierre BROSOLETTTE**  
**à PORTES LES VALENCE -26800-**

### ARRETE n° 23- 40

#### DE NON OPPOSITION AVEC PRESCRIPTIONS A UNE DECLARATION PREALABLE AU NOM DE LA COMMUNE DE PORTES LES VALENCE

Le Maire de PORTES LES VALENCE,

Vu la déclaration préalable présentée le 05/12/2022 complétée les 12/01/2023 et 23/01/2023, par  
SCI MARGIER - Monsieur DE PAULI Michèle -demeurant La Lozère 26120 PEYRUS,  
pour des travaux situés **40 Avenue Pierre BROSOLETTTE 26800 PORTES LES VALENCE** ;

Vu l'objet de la déclaration, à savoir : Retrait de la toiture en fibrociment amianté, pour la remplacer  
par un bac acier, et une centrale solaire photovoltaïque sur la quasi-totalité du toit. Aucune surface  
de plancher n'est créée.

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 06/02/2017 et 18/11/2019 ;

ARRETE :

#### ARTICLE 1 :

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions  
mentionnées à l'article 2.

#### ARTICLE 2 :

Les prescriptions émises par le SDIS – bureau prévision- version du 01/10/2021, dont copie ci-annexée,  
seront strictement respectées.

En application de l'article R 462.1 du code de l'urbanisme, à la fin des travaux, la **déclaration attestant  
l'achèvement et la conformité des travaux** est obligatoirement adressée en **3 exemplaires** au Maire  
de la commune. Les imprimés nécessaires sont également téléchargeables sur le site cité ci-dessus.

La commune de PORTES LES VALENCE est classée en zone de sismicité 3. Elle peut donc être  
touchée par des séismes pouvant entraîner des dégâts aux bâtiments. Les constructions doivent donc  
répondre aux normes parasismiques définies dans la norme NF en 1998. Plus d'informations sur le site  
[www.planseisme.fr](http://www.planseisme.fr) et en utilisant le site [www.drps.brgm.fr](http://www.drps.brgm.fr) pour connaître la réglementation  
parasismique concernant votre projet.

Fait à Portes Les Valence, le 26/01/2023

P/Le Maire,

L'Adjoint à l'Urbanisme

Antonin KOSZULINSKI

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.**

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.